



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**prenant acte de la fin d'instruction du dossier de réexamen IED  
de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV CENTRE  
OUEST située sur le territoire de la commune de SONZAY, au lieu-dit « Le Bois du Signal »**

**SAIPP/BE/ N°21355**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

**Vu** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé le 4 février 2020 et notamment l'objectif 19 et la règle 46 de ce schéma ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 15321 du 9 juillet 1999 autorisant la société GENET à étendre son centre d'enfouissement technique de résidus urbains et à poursuivre l'exploitation d'une déchetterie à Sonzay, au lieu-dit « Le Bois du Signal » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 18029 du 26 janvier 2007 autorisant la société SITA CENTRE OUEST à procéder à l'extension d'une installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Le Bois du Signal » à Sonzay ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modificatif n° 18593 du 19 octobre 2009 prolongeant jusqu'au 30 octobre 2009 l'autorisation d'exploiter l'alvéole 43.4 et jusqu'au 31 mars 2010 l'autorisation d'exploiter l'alvéole 42.2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE n° 18665 du 10 novembre 2009 prescrivant à la société SITA CENTRE OUEST située au lieu-dit « Le Bois du Signal » sur la commune de Sonzay des études complémentaires relatives aux rejets de substances dans le milieu aquatique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modificatif n° 19153 bis du 31 janvier 2012 portant modification des rubriques de la nomenclature des installations classées exploitées par la société SITA CENTRE OUEST au lieu-dit « Le Bois du Signal » à Sonzay ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19962 du 26 juin 2012 relatif à la durée d'exploitation des casiers de stockage en mode bioréacteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19547 du 6 septembre 2012 autorisant la société SITA CENTRE OUEST située à Sonzay à augmenter la capacité de traitement de la station de traitement des lixiviats ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20247 du 16 décembre 2015 autorisant la nouvelle plateforme de valorisation du biogaz et augmentant la capacité de traitement des lixiviats ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale du 4 novembre 2016 prenant acte de la création de la société SUEZ RV (Recyclage Valorisation) CENTRE OUEST ;

**Vu** la lettre préfectorale du 8 avril 2019 prenant acte des modalités de réalisation de la couverture finale des casiers 44.1 à 44.5 ;

**Vu** la lettre préfectorale du 19 juin 2019 prenant acte de l'extension des sites de chalandise des lixiviats à traiter sur le site de Sonzay ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21090 du 16 novembre 2021 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV CENTRE OUEST située sur le territoire de la commune de Sonzay, au lieu-dit « Le Bois du Signal » ;

**Vu** la lettre préfectorale du 15 juin 2022 modifiant les articles 7 et 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2015 (rejets du module d'évaporation des lixiviats) ;

**Vu** la lettre préfectorale du 30 juin 2023 prenant acte de la transmission de l'étude technico-économique prescrite par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021 ;

**Vu** le courrier du 16 août 2022 de la société SUEZ RV CENTRE OUEST communiquant le dossier de réexamen prescrit en application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, lequel dossier sollicite un aménagement des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2007 pour les harmoniser avec celles de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

**Vu** le courrier du 26 juin 2024 de la société SUEZ RV CENTRE OUEST communiquant la situation du site au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté ministériel 15 février 2015 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du (date) ;

**Vu** la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société SUEZ RV CENTRE OUEST le 13 août 2024 ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** que toutes les conclusions des MTD du BREF « WT – Traitement des déchets » ne sont pas réglementairement opposables et que les dispositions prescrites par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé peuvent s'appliquer sans difficulté ;

**Considérant** que la société SUEZ RV CO n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'au regard de l'application de la directive IED, il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 18029 du 26 janvier 2007 modifié et complété, en application de l'article L. 515-29 du code de l'environnement ;



**Considérant** qu'il convient d'accorder une suite favorable aux demandes de modifications des prescriptions de cet arrêté préfectoral ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'avis du Conseil de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

## ARRÊTE

### Article 1er

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 18029 du 26 janvier 2007 modifié autorisant la société SUEZ RV CENTRE OUEST à procéder à l'extension d'une installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Le Bois du Signal » sur la commune de Sonzay sont modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

### Article 2

L'article 3.2.10 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par l'article suivant :

#### 1.1.1 « ARTICLE 3.2.10. Fin d'exploitation

Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses.

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.

La couverture finale est composée, du bas vers le haut de ;

- une couche d'étanchéité ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit. Toutefois :

- la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;

- pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés. »

### **Article 3**

L'article 3.2.11 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par l'article suivant :

#### **1.1.2 « ARTICLE 3.2.11. Surveillance du site après exploitation**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, ainsi que de la qualité des eaux souterraines.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux. »

### **Article 4**

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 l'article 3.2.12 suivant :

#### **1.1.3 « ARTICLE 3.2.12. Suivi post-exploitation**

Dès la fin d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;
- le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;
- hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes, la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;
- la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :
  - volumes des lixiviats collectés : semestriel ;
  - composition des lixiviats collectés : semestriel ;
  - composition du biogaz CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S : semestriel.

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.

Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 3.2.10 ;
- démontre « la maîtrise des impacts » sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 3.2.13 ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans. »

## **Article 5**

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 l'article 3.2.13 suivant :

### **1.1.4 « ARTICLE 3.2.13. Surveillance des milieux**

La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

A l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans. »

## Article 6

Le paragraphe « Torchère » de l'article 4.2.6 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Torchère :

La température de combustion doit être d'au moins 900°C pendant 0,3 seconde et doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, issues de la torchère font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse ou après 4 500 h de fonctionnement si cette installation fonctionne moins de 4 500 h par an par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites suivantes devront être respectées :

- SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) < 300 mg/Nm<sup>3</sup>,
- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>. »

## Article 7

L'article 5.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par l'article suivant :

« Article 5.3.4.3. Surveillance des rejets

Des analyses des eaux issues des bassins tampons prévus ci-dessus sont effectuées chaque trimestre, pendant la phase d'exploitation, puis chaque semestre pendant la période de suivi, aux frais de l'exploitant. Les eaux de ruissellement internes devront, avant rejet, présenter les caractéristiques suivantes :

### 1 - Paramètres globaux

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Matières en suspension (MES)	-	1305	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	-	1841	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	-	1314	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	-	1313	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j < 30 mg/l au-delà
Azote global	-	-	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	-	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	-	1440	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.



	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
--	--------	-------------	---------------

## 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Métaux totaux dont :	-	-	< 15 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	< 50 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	< 0,5 mg/l (dont Cr6+ : 100 µg/l) si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	< 100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	< 200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	< 500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al			
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	-	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)(*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

(\*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

## 3 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Autres substances à l'état chimique			
Nonylphénols*	84-852-15-3	1958	25 µg/l
Polluants spécifiques de l'état écologique			
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	100 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans les tableaux ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement ou le ministère de la santé.

Les résultats sont transmis sans délai à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des informations sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ils seront archivés par l'exploitant pendant une durée minimum de 5 ans. »

## **Article 8**

L'article 5.3.6 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par l'article suivant :

### **1.1.5 « ARTICLE 5.3.6. Recirculation des lixiviats**

Les lixiviats réinjectés dans les massifs de déchets sont pompés dans un bassin de stockage situé en amont du réseau de réinjection.

L'injection se fera gravitairement et le dimensionnement des installations permettra une répartition homogène des lixiviats.

Les lixiviats issus des alvéoles constituées en bioréacteur seront acheminés vers la station de traitement prévue au chapitre 8.2. du présent arrêté, via un poste de relevage secondaire.

Chaque trimestre, des prélèvements seront effectués sur les lixiviats réinjectés, pour étudier l'évolution de la composition des lixiviats réinjectés compte tenu du processus de recirculation.

Les paramètres étudiés seront : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols. »

## **Article 9**

Le 3ème alinéa de l'article 5.3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 est remplacé par les alinéas suivants :

« L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO5 ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. »

## **Article 10 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les



conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### **Article 11 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Sonzay et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Sonzay pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

#### **Article 12 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de d'Indre-et-Loire, le maire de Sonzay et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société par lettre recommandée.

Tours, le **29 AOÛT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général adjoint,



Guillaume SAINT-CRICQ